



COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Directeur Général Adjoint, chargé des Directions D, E et F

Bruxelles
AGRI.DDG2.E.1/AC

Objet: Note visant à la mise en place d'une dérogation à l'éligibilité géographique des dépenses pour la mesure 19.3

Monsieur le Président,

Les services de la Commission remercient l'autorité de gestion du PDR PACA de les avoir consultés sur l'utilisation de la dérogation sur la délimitation géographique prévue à l'art. 70.2 du règlement (UE) n° 1303/2013 dans le cadre de la sous-mesure 19.3, et son application à partir du 7 novembre 2019, dans l'objectif de promouvoir les activités de coopération sur la mesure LEADER.

L'article 70, paragraphe 2 du règlement (UE) n° 1303/2013 prévoit que l'autorité de gestion peut accepter qu'une opération soit mise en œuvre en dehors de la zone couverte par le programme, mais au sein de l'Union, sous conditions. Il est ainsi nécessaire que l'opération bénéficie à la zone couverte par le programme, que le montant alloué ne dépasse pas 15 % du soutien accordé par le FEADER au niveau de la priorité au moment de l'adoption du programme. De plus, les obligations des autorités relatives au programme pour ce qui est de la gestion, du contrôle et de l'audit de l'opération doivent être remplies. Finalement au point c) du paragraphe 2, il est nécessaire que le comité de suivi marque son accord sur l'opération ou les types d'opérations concernés.

En effet, la consultation écrite du Comité de suivi sur la mise en place de la dérogation à l'éligibilité géographique des opérations pour la sous-mesure 19.3 a été réalisée du 27 mai au 12 juin 2020. Le comité de suivi n'a pas fait de commentaire à l'activation de la dérogation. Par conséquent, la proposition de mise en place d'une dérogation à l'éligibilité géographique des opérations pour la sous-mesure 19.3 dans le cadre de l'article 70, paragraphe 2 du règlement (UE) n° 1303/2013 a été validée.

Toutefois, concernant les dépenses déjà engagées (prise d'effet de la dérogation au 7 novembre 2019), elle ne peut s'appliquer qu'aux opérations qui n'ont pas été matériellement achevées ou totalement mises en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise par le bénéficiaire à l'autorité de gestion, conformément à l'article 65(6) du règlement (UE) n° 1303/2013. Par ailleurs, le programme de développement rural devra être modifié en conséquence.

M. Renaud Muselier
Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Hôtel de Région
27, place Jules Guesde
13481 Marseille Cedex 20

Le présent avis exprime l'opinion des services de la Commission et n'engage pas la Commission européenne. En cas de litige portant sur le droit de l'Union, il appartient en définitive à la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de donner une interprétation définitive du droit de l'Union applicable.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

(e-signed)

Mihail DUMITRU